ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réouverture des commerces

Question au Gouvernement n° 3546

Texte de la question

RÉOUVERTURE DES COMMERCES

M. le président. La parole est à M. Pascal Brindeau.

M. Pascal Brindeau. Monsieur le Premier ministre, le chef de l'État annoncera ce soir…

M. Pierre Cordier. De mauvaises nouvelles !

M. Pascal Brindeau. …un certain nombre de mesures d'allégement du confinement décidé le 30 octobre pour faire face à la deuxième vague de l'épidémie de covid-19. Parmi celles que les Français attendent le plus, il y a la réouverture, sous conditions de renforcement des protocoles sanitaires, des commerces de proximité jugés par vous « non essentiels ».

Mes collègues du groupe UDI et indépendants et moi-même redisons ici notre exigence de voir rouvrir sans délai ces commerces dont dépend la vitalité économique du centre des villes de petite ou de moyenne taille. Leur fermeture ne reposait sur aucune étude scientifique établissant que l'on y était plus exposé au virus que dans les grandes surfaces. *(Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes UDI-I et LT. – M. Nicolas Dupont-Aignan applaudit également.)* Beaucoup d'entre eux sont au bord du gouffre, au point que leur réouverture ne suffira pas à les sauver. Il faudra les accompagner au-delà même des mesures d'aide déjà prévues. Il faudra que les protocoles sanitaires qu'on leur impose soient économiquement soutenables : qu'ils soient coiffeurs, fleuristes, gérants d'une boutique de prêt-à-porter, nombre de professionnels craignent que ce ne soit pas le cas.

Enfin, un secteur a particulièrement besoin, pour ne pas sombrer, de perspectives nettes : celui de l'hôtellerie et de la restauration. Monsieur le Premier ministre, pouvez-vous vous engager sur une date de réouverture des cafés, des restaurants ? S'ils doivent rester fermés encore plusieurs mois, beaucoup feront faillite, engorgeront les tribunaux de commerce, les drames humains s'ajoutant au désastre économique d'une profession. Vous qui avez été en avril le « monsieur déconfinement » d'Emmanuel Macron, et qui vous trouvez donc en partie responsable de l'échec du déconfinement en question, comment comptez-vous assurer la réussite de celui-ci, fût-il partiel ? *(Applaudissements sur les bancs des groupes UDI-I et Agir ens, ainsi que sur quelques bancs du groupe LaREM.)*

M. le président. La parole est à Mme la ministre déléguée chargée de l'industrie.

Mme Agnès Pannier-Runacher, *ministre déléguée chargée de l'industrie.* Vous avez raison de souligner l'inquiétude de nos commerçants, qui aspirent à pouvoir rouvrir leur boutique le plus tôt possible. Ces dernières heures encore, Bruno Le Maire et Alain Griset se sont mobilisés afin de réunir les conditions de cette

réouverture. Il s'agissait tout d'abord de reporter le black friday :…

M. Pierre Cordier. Quel report ? Je suis assailli de messages publicitaires pour le black friday !

Mme Agnès Pannier-Runacher, *ministre déléguée .* …nous sommes le seul pays qui, pour éviter la cohue dans les magasins, soit parvenu à opérer ce report. Je tiens à le souligner, car les attentes à ce sujet étaient grandes.

M. Pierre Cordier. Laissez un peu les gens bosser !

Mme Agnès Pannier-Runacher, *ministre déléguée .* La deuxième condition était l'instauration de protocoles sanitaires crédibles et durables : ils ont été négociés avec les organisations professionnelles et syndicales. Je peux vous rassurer : ils sont prêts. Dès que les conditions sanitaires seront réunies, ces commerçants, ces artisans qui font la force de nos territoires pourront rouvrir leur établissement. Le Président de la République leur apportera ce soir de la clarté et de la lisibilité.

Quel autre pays que la France a accompagné aussi puissamment le commerce, l'artisanat, les cafés, les restaurants, les professions de l'événementiel ? *(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe LaREM. – Vives protestations sur les bancs du groupe LR.)* L'Espagne, l'Italie, la Suisse, la Belgique, l'Irlande et le Royaume-Uni ont également fermé ce mois-ci leurs petits commerces ; quel autre pays a libéré 15 milliards d'euros pour les accompagner ?

Alors soyons raisonnables et accompagnons-les pour traverser cette crise plutôt que de privilégier la polémique.

M. le président. La parole est à M. Pascal Brindeau.

M. Pascal Brindeau. Madame la ministre, vous avez demandé quels pays avaient soutenu leurs petits commerces, cafés et restaurants mieux que la France ne l'a fait. Je vous répondrai : ceux qui ne les ont pas fermés. *(Applaudissements sur les bancs des groupes UDI-I et LR. – M. Joël Aviragnet applaudit également.)*

Données clés

Auteur : M. Pascal Brindeau
Circonscription : Loir-et-Cher (3e circonscription) - UDI et Indépendants
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3546
Rubrique : Commerce et artisanat
Ministère interrogé : Industrie
Ministère attributaire : Industrie

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 26 novembre 2020
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 26 novembre 2020